

# Evaluation sommative : La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.


---

/ 20

Crée une ligne de temps pour y replacer ces éléments. La ligne du temps comportera 300 ans de 1700 à 2000. N'oublie pas qu'une ligne du temps doit comporter :

- Une échelle.
- Un titre.
- Une légende.
- Une flèche pour la fin de la ligne du temps.
- Les périodes conventionnelles (deux périodes)

/ 5



Elle doit comporter les éléments suivants (inscris la ou les date/s) :

- La Révolution Française.
- Le siècle des Lumières (début et fin).
- La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.
- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.
- La Seconde Guerre Mondiale (début et fin).

/ 5

/ 1

Suite à quel événement la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen a-t-elle vu le jour ?

.....

Tu disposes de deux documents un d'Amnesty international sur la Corée du Nord et l'autre document sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

En te fondant sur les deux documents ainsi que sur tes connaissances, explique si la Corée du Nord respecte ou non la Déclaration Universelle. Pour cela, tu dois citer 3 éléments qui vont dans ton sens.

Ex : Article de la Déclaration – Un éléments de l'article sur Amnesty – Donc la Corée respecte ou non la Déclaration.

La Corée du Nord respecte/ ne respecte pas la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Car :

.....

.....

.....

.....

.....

Car :

.....

.....

.....

.....

.....

Car :

.....

.....

.....

.....

.....

### Droit de circuler librement

Le gouvernement a gardé les frontières du pays fermées pendant trois ans en raison de la pandémie de COVID-19 et a continué d'imposer des quarantaines temporaires et de contrôler les déplacements dans plusieurs régions. La circulation des personnes et des biens d'une région à l'autre restait limitée par la politique de quarantaine. À la fin de l'année, au moins 67 Nord-Coréen-ne-s (32 femmes et 35 hommes) s'étaient enfuis en Corée du Sud, soit le deuxième chiffre le plus faible depuis 2003, année où des statistiques officielles ont commencé à être publiées. La plupart de ces personnes avaient rejoint d'autres pays, tels que la Chine, avant la pandémie et n'ont gagné la Corée du Sud que plus tard. En raison des contrôles aux frontières, aucune ONG ni aucun média indépendant n'était présent dans le pays pour observer les conséquences des restrictions mises en place, notamment en matière de liberté d'expression et d'espace civique.

### Droit à l'information

La fermeture des frontières face à la pandémie de COVID-19 a restreint davantage encore l'accès de la population aux informations provenant de l'extérieur. Une présence militaire accrue a été signalée le long de la frontière, ainsi que l'installation de caméras de surveillance et de capteurs de mouvements, ce qui a encore plus compliqué l'entrée d'informations dans le pays. La répression de l'accès aux informations étrangères et l'imposition de sanctions aux contrevenant-e-s se sont poursuivies au titre de la Loi sur la dénonciation de la pensée et de la culture réactionnaires, promulguée en décembre 2020. Des adolescent-e-s auraient été exécutés pour avoir regardé et partagé une émission de télévision sud-coréenne. L'usage quotidien du téléphone portable est devenu plus courant et de plus en plus de gens disposaient d'un abonnement. Néanmoins, l'accès aux services internationaux de téléphonie mobile et leur utilisation faisaient l'objet de sévères restrictions dans l'ensemble du pays. Les appels à l'étranger étaient presque totalement bloqués pour les citoyen-ne-s ordinaires et seul un nombre très limité de membres de l'élite dirigeante étaient autorisés à utiliser Internet.

### Arrestations et détentions arbitraires

Le nombre d'arrestations et le nombre de détenu-e-s ont semble-t-il augmenté. Des personnes ont été arrêtées pour des violations des règles de quarantaine, par exemple pour s'être livrées à des trafics illicites, avoir violé les consignes d'isolement ou avoir tenté de franchir la frontière, ainsi que pour avoir consommé des stupéfiants, avoir pratiqué une religion (aucun système de croyance autre que la doctrine officielle n'étant toléré par les autorités) ou s'être procuré des informations provenant de l'étranger.

<https://www.amnesty.org/fr/location/asia-and-the-pacific/east-asia/north-korea/report-korea-democratic-peoples-republic-of/>

## Document 2: la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen.

### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PROCLAME

LA PRÉSENTE DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

#### ARTICLE PREMIER

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

#### ARTICLE 2

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

#### ARTICLE 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

#### ARTICLE 4

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

#### ARTICLE 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

#### ARTICLE 6

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

#### ARTICLE 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

#### ARTICLE 8

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

#### ARTICLE 9

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

#### ARTICLE 10

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

#### ARTICLE 11

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.  
2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

#### ARTICLE 12

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

#### ARTICLE 13

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État.  
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

#### ARTICLE 14

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.  
2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

#### ARTICLE 15

1. Tout individu a droit à une nationalité.  
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

#### ARTICLE 16

1. À partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.  
2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.  
3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État.

#### ARTICLE 17

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.  
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

#### ARTICLE 18

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

#### ARTICLE 19

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

#### ARTICLE 20

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.  
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

#### ARTICLE 21

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.  
2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.  
3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

#### ARTICLE 22

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

#### ARTICLE 23

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.  
2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.  
3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.  
4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

#### ARTICLE 24

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

#### ARTICLE 25

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.  
2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

#### ARTICLE 26

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.  
2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.  
3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

#### ARTICLE 27

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.  
2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

#### ARTICLE 28

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

#### ARTICLE 29

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.  
2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.  
3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

#### ARTICLE 30

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

**Grille d'évaluation.**

Eléments évalués :		Indicateurs de réussite :	Pondération :
Savoir - faire	Conception d'une ligne du temps :	- Echelle	0-1
C1	Mobiliser des repères de temps et des représentations du temps pour se situer soi-même, pour situer des faits dans le temps et mettre en évidence une chronologie, des changements, des continuités	- Titre	0-1
		- Légende	0-1
		- Flèche	-1-0
Savoir	Place adéquate sur la ligne du temps : Bonne date :	-Révolution Française	0-1-2
C1	Mobiliser des repères de temps et des représentations du temps pour se situer soi-même, pour situer des faits dans le temps et mettre en évidence une chronologie, des changements, des continuités.	-Le siècle des Lumières.	0-1-2
		-La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.	0-1-2
		-La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.	0-1-2
		-La Seconde Guerre Mondiale.	0-1-2
Savoir C1	Remise en contexte de la Déclaration de 1789	-Révolution Française	0-1
Transfert		- Article de la Déclaration Universelle.	0-1
Savoir faire	Recherche de l'information dans un texte. Sélectionner dans un corpus documentaire donné, un document pertinent par rapport à une problématique en lien avec l'Histoire	-Elément de l'article sur Amnesty.	0-1
C3	Inscrire dans une perspective historique une réalité d'aujourd'hui, en mettant en évidence des continuités, des changements et des étapes d'une évolution entre hier et aujourd'hui.	-Marquer un avis sur le respect de la Déclaration.	0-1
		-Article de la Déclaration Universelle.	0-1
		-Elément de l'article sur Amnesty.	0-1
		-Marquer un avis sur le respect de la Déclaration	0-1
		-Article de la Déclaration Universelle.	0-1
		-Elément de l'article sur Amnesty.	0-1
		-Marquer un avis sur le respect de la Déclaration	0-1
Total			/20

